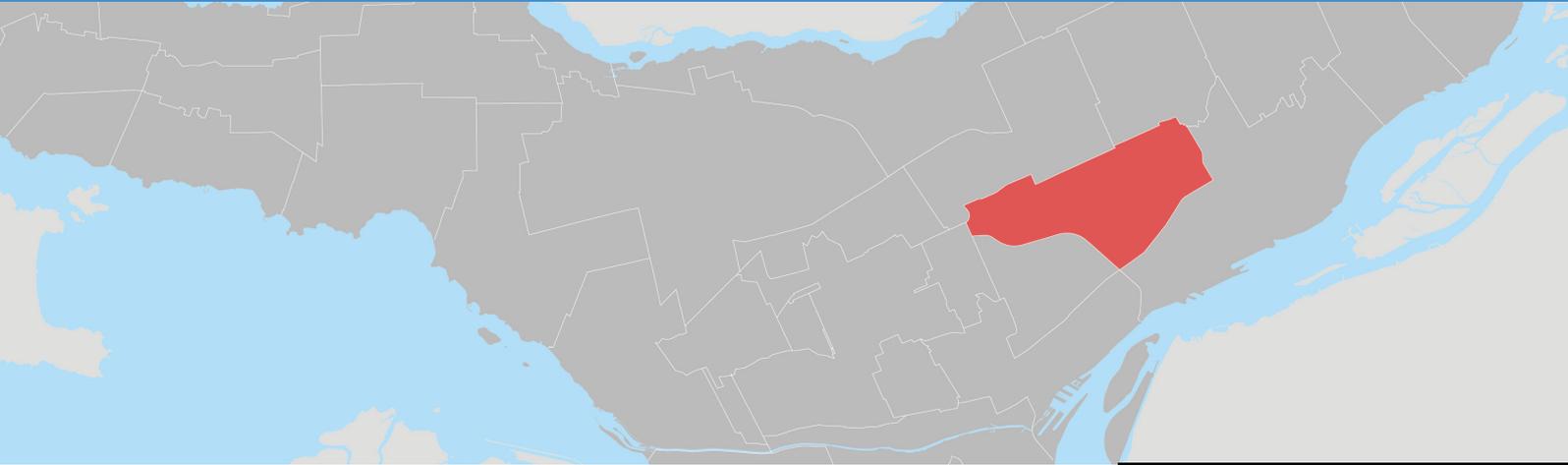


# ROSEMONT - LA PETITE PATRIE

## FICHE INFORMATIVE SUR LA SITUATION DU LOGEMENT



### PORTRAIT DE L'ARRONDISSEMENT

#### PORTRAIT GÉNÉRAL

Il est de plus en plus difficile de trouver un logement abordable dans l'arrondissement de Rosemont-Petite-Patrie et le quartier a subi de nombreuses transformations dû à l'embourgeoisement. Depuis 1991, dans la Petite Patrie, c'est plus de 20% du parc locatif qui a été converti en copropriété. Entre 2019 et 2020, selon les chiffres de SCHL, la hausse moyenne des loyers était de 8,6%, soit beaucoup plus élevée que la moyenne montréalaise (4,6%). Cette augmentation s'élève à 17,9% lorsqu'il est question des logements familiaux à 3 chambres et plus. D'ailleurs, de janvier à juin 2021, le RCLALQ a mené une enquête en compilant plusieurs milliers d'annonces de logement sur la plateforme Kijiji. Ces données permettent de constater que la moyenne des loyers offerts dans l'arrondissement est de 1228\$/mois. De tels loyers ne sont pas accessibles pour les 18,5% de la population qui sont sous le seuil de faible revenu.

**LE 7  
NOVEMBRE,  
JE VOTE  
LOGEMENT!**

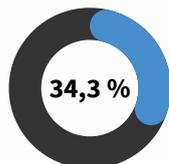
#### APERÇU

POPULATION: 139 590  
DENSITÉ: 9 694 HAB./KM2  
REVENU MOYEN DES  
MÉNAGES: 51 766\$

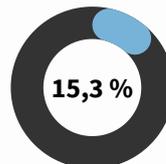
#### MÉNAGES LOCATAIRES EN CHIFFRES



69,5% des ménages sont locataires



Ménages locataires consacrant plus de 30% de leur revenu au logement



Ménages locataires consacrant plus de 50% de leur revenu au logement



Ménages locataires consacrant plus de 80% de leur revenu au logement



Logement de taille insuffisante: 6,5%



Logement nécessitant des réparations majeures: 8,8%



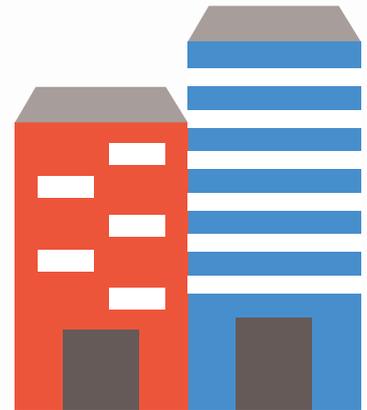
Familles monoparentales: 20,6%

# PORTRAIT DES OSBL-H DE L'ARRONDISSEMENT



## OSBL-H ET NOMBRE DE LOGEMENTS

- CENTRE COMMUNAUTAIRE PETITE CÔTE | 5
- CARREFOUR ROSEMONT - CAASE | 118
- CITÉ DES RETRAITÉS NOTRE-DAME-DU-FOYER | 323
- HABITATIONS COMMUNAUTAIRES LOGGIA | 122
- HABITATIONS DE LA SHAPEM | 16
- HABITATIONS HABITOEIL ROSEMONT | 28
- HABITATIONS LES II VOLETS | 95
- HABITATIONS NOUVELLES AVENUES | 130
- LES HABITATIONS LOGE-ACCÈS | 10
- HABITATIONS LOGGIA-PÉLICAN | 179
- HABITATIONS PIGNONS SUR ROUES | 10
- LES LOGIS ROSE-VIRGINIE | 21
- HABITATIONS UNIVERSELLEMENT ACCESSIBLES | 43
- MAISON GRISE DE MONTRÉAL | 16
- MAISON L'EXODE | 12
- SERVICE D'HÉBERGEMENT SAINT-DENIS | 9
- MAISON MARGUERITE | 36
- RÉSEAU HABITATION FEMMES | 23
- UN TOIT POUR TOUS | 60
- UNE PLACE POUR RESTER | 22
- VILLA UKRAINIENNE INC. | 54
- VILLA EXPRÈS POUR TOI | 29



## ENJEU: ÉVICTIONS ET RÉNOVICTIONS - VERS UNE ACCÉLÉRATION DE LA GENTRIFICATION



Les organismes communautaires de Rosemont-Petite-Patrie sont particulièrement impliqués dans le développement immobilier qui assure à l'arrondissement la présence de logements sociaux et communautaires. Malgré cela, l'embourgeoisement se poursuit et les loyers abordables se font de plus en plus rares. La hausse des loyers moyens, la transformation des offres de commerces locaux, le déplacement des populations plus pauvres hors de l'arrondissement sont d'ailleurs trois symptômes très visibles de cette gentrification. Ce phénomène semble s'accroître dans la dernière année: les acteurs communautaires de l'arrondissement étant témoins d'une augmentation massive des évictions et des rénovictions. En effet, Jean-Claude Laporte, organisateur communautaire du Comité logement Rosemont, rapportait que depuis l'été 2020, plus de 177 ménages ont été la cible de rénovictions, alors que la demande annuelle se situe autour de 0 à 3 habituellement. Notons également que Montréal estime que 40% des cas de reprises de logement d'éviction qui lui ont été soumises dans les dernières années étaient frauduleuses. Les locataires plus pauvres, qui paient des loyers plus bas, sont plus souvent la cible de telles stratégies, réduisant la quantité de logements abordables dans l'arrondissement.

# MONTRÉAL EN MAL DE LOGEMENTS

Montréal est le théâtre depuis plusieurs années d'une augmentation des loyers. La Région Métropolitaine de Montréal est en effet la région du Québec où le loyer moyen a le plus augmenté (4,2 % pour la RMR, 4,6 % pour l'île de Montréal), la plus forte depuis 2003. Dans certains arrondissements de Montréal, les hausses sont telles (jusqu'à 17,9 % dans Verdun) qu'elles mettent en péril la capacité des locataires à s'acquitter de leurs loyers. Près de 87 000 ménages consacrent plus de 50 % de leur revenu au logement, et près de 42 000 de ces ménages doivent consacrer 80 % pour se loger. Pour les 20 % des locataires les moins fortunés, un loyer abordable devrait être au maximum de 625 \$ : en 2021, les enquêtes soulignent que la moyenne des loyers des logements disponibles à Montréal est de 1310 \$ par mois. Dans ce contexte, Montréal court le risque de perdre des pans entiers de sa population : non seulement les plus de 23 000 ménages à faibles revenus qui attendent un logement social, mais aussi les personnes à revenus modestes pour qui le logement privé devient inabordable, ou encore les familles puisque les logements de trois chambres et plus sont excessivement rares. Alors que le logement social et communautaire offre une des solutions à cette crise, celui-ci ne représente que 11,5 % du parc locatif.

## UNE SOLUTION AUX PROBLÈMES DU LOGEMENT: LES OSBL D'HABITATION

Les OSBL d'habitation sont une réponse incontournable aux problèmes auxquels font face les locataires montréalais pour se loger de façon convenable. Les OSBL d'habitation de Montréal rassemblent actuellement plus de 18 000 ménages à faible revenu aux profils variés (aînés, femmes, personnes à risque d'itinérance, vivant avec des troubles de santé mentale, etc.). La mission des OSBL d'habitation est d'offrir des logements stables, accessibles, abordables et sécuritaires, sous un mode de gestion démocratique où les locataires peuvent contribuer à leur environnement. Toutefois, le nombre actuel d'OSBL d'habitation ne répond pas aux besoins grandissants des ménages locataires montréalais. Des investissements financiers importants doivent être faits par les trois paliers de gouvernement pour que de nouveaux projets de développement immobilier sans but lucratif puissent voir le jour et répondre à une forte demande. La décentralisation du programme Accès Logis Montréal rend d'autant plus essentielle l'implication des élus municipaux montréalais dans le dossier de l'habitation.

### SOURCES :

- Statistique Canada - Recensement 2016
- Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ) - Enquête sur le prix des logements à louer: Les loyers explosent (2021)
- Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) - Dossier noir (2018)
- Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) - Rapport sur le marché locatif de 2020
- Centraide - Portraits des arrondissements (2020-2021)
- Ville de Montréal - Montréal en statistiques (2018)

# NOS REVENDICATIONS

## ENGAGEMENT À CONSTRUIRE DES LOGEMENTS SOCIAUX

Pour contrer la crise du logement qui sévit à Montréal, une solution concrète est de construire de nouveaux logements sociaux et communautaires. Accroître le nombre de ces logements est une réponse aux besoins des personnes aux revenus les plus modestes et permet également de faire concurrence au marché privé et ralentir la spéculation immobilière. Si vous êtes élu.e, soutiendrez-vous le développement des logements sociaux et communautaires des façons suivantes: réserver les terrains nécessaires et aider les groupes intéressés à les acquérir, soutenir les demandes de financement des besoins communautaires des projets, demander un meilleur soutien financier pour le milieu de l'habitation montréalais et une planification s'échelonnant sur la durée du mandat municipal?

## ENGAGEMENT À POURSUIVRE LE RÈGLEMENT POUR UNE MÉTROPOLE MIXTE

En 2021, la Ville de Montréal a adopté le Règlement pour une métropole mixte, qui vise à assurer un développement urbain inclusif et diversifié en contraignant les promoteurs immobiliers à inclure des logements sociaux et abordables dans leurs projets résidentiels. Ceci vise à répondre aux besoins des ménages locataires qui ont de plus en plus de mal à se loger. La FOHM soutient le RMM et croit même qu'il pourrait être bonifié, notamment en révisant son objectif de logements sociaux à la hausse et en s'assurant que les logements abordables soient réservés à long terme au public ciblé. Si vous êtes élu.e, comptez-vous vous assurer que le RMM soit appliqué et soutenir l'augmentation du pourcentage de logements sociaux à construire lors d'un nouveau projet immobilier?

## OBTENIR UN STATUT FISCAL DIFFÉRENCIÉ POUR LES OSBL-H

Bien qu'opérant des immeubles de logements dans le cadre de programmes qui leur laisse une très faible marge de manœuvre financière, et s'adressant par nature à des locataires à faibles revenus, les OSBL d'habitation offrant du logement permanent sont actuellement taxées de la même manière que les immeubles privés : selon l'évaluation foncière, qui repose sur les principes de la spéculation du marché immobilier. Or, les OSBL-H constituent des actifs collectifs, dont nous devons ensemble garantir la pérennité. Afin de soutenir les organismes de logements sociaux et communautaires, nous demandons une fiscalité qui reconnaît le caractère non spéculatif de ces immeubles, tel que c'est le cas pour d'autres propriétés à but non-lucratif (ex. : CPE, églises). Cela nécessite une modification à la loi sur la fiscalité municipale : défendez-vous cette proposition ?

## RÉDUCTION DES FRAIS DE PERMIS MUNICIPAUX POUR LES OSBL-H

Le parc immobilier des OSBL d'habitation de Montréal a maintenant plus de trois décennies. Les immeubles nécessitent régulièrement la réalisation de travaux majeurs ou mineurs pour lesquels sont requis plusieurs permis municipaux, tels que des permis de construction qui peuvent parfois s'élever à des milliers de dollars. Afin de soutenir le développement du logement social en réduisant certains coûts associés, la Ville de Montréal, qui perçoit ces permis, pourrait offrir un tarif préférentiel pour les OSBL d'habitation. Ceci est un moyen concret pour les élus municipaux de soutenir le milieu du logement. Si vous êtes élu.e, allez-vous soutenir cette proposition?



2310, Boul. de Maisonneuve Est  
 Montréal (Québec) H2K 2E7  
 Tél.: 514 527-6668  
 Fax: 514 527-7388  
 Courriel: [info@fohm.org](mailto:info@fohm.org)  
[fohm.org](http://fohm.org)